

Wanteraktiou - offrir sans distinction un toit aux SDF !

L'association Solidaritéit mat den Heescherten condamne vivement les déclarations faites par Monsieur Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, lors d'une conférence de presse à la Wanteraktiou-WAK, selon lesquelles il faudrait endiguer l'arrivée de migrants étrangers afin de pouvoir assurer la prise en charge de « nos sans-abris ».

Dans ce contexte, le Ministre a notamment expliqué qu'à partir de cette année, seules seraient admises à la WAK les personnes qui « peuvent justifier d'une présence sur le territoire luxembourgeois d'un nombre minimal (?) de mois ». Les autres « seraient accueillies pour 3 jours et 3 nuits » seulement, sauf en période de grand froid et se verrait proposer un retour-simple vers leur lieu d'origine. Ceci dans le but d'éviter l'émergence d'un tourisme social.

L'association Solidaritéit mat den Heescherten voudrait rappeler que la Wanteraktiou avait été mise en place en 2001 afin de protéger les plus démunis d'une mort par hypothermie pendant les mois les plus froids. Les sans-abris, dont beaucoup ne trouvent pas de place dans les structures d'hébergement d'urgence se verrait proposer un endroit où ils seraient protégés du froid et des intempéries.

Quoique les conditions d'hébergement à la WAK puissent être considérées comme correctes d'un point de vue sanitaire, il n'en demeure pas moins qu'elles sont spartiates. Ainsi les personnes accueillies sont logées dans des dortoirs avec rangées de lits superposés, alignés les uns à côté des autres, ce qui empêche toute intimité. Les couples sont séparés. Aussi, les personnes qui sont logées à la WAK doivent accepter une organisation quasi militaire. Parler, dans ce contexte, de « tourisme social » est tout à fait inadapté ! A noter d'ailleurs que, ce terme avait été choisi comme le « non-mot » de l'année 2013 en Allemagne.

Le ministre justifie les restrictions imposées depuis cette année par le fait que 70 % des personnes hébergées l'an passé y seraient venues pour la première fois et parfois de très loin, d'où la conclusion que la « généreuse » prise en charge des SDF au Luxembourg créerait un appel d'air. L'association Solidaritéit mat den Heescherten s'interroge sur l'origine de ces données et voudrait savoir si les SDF présents au Luxembourg sont fichés et qui a accès à ces données. Concernant plus particulièrement la Wanteraktiou, est-ce que les personnes qui ont recours à cette offre sont informées de leurs droits en matière de protection des données personnelles et peuvent-elles refuser leur accord ? Se limite-t-on à demander le minimum nécessaire au bon déroulement de l'action et est-ce que les données sont effacées à la fin de l'action, c'est-à-dire, au printemps ? Dans ce cadre, l'association renvoie aux « Grands principes » concernant le traitement des données tels qu'ils sont formulés par la CNPD, et notamment les principes de minimisation des données et de limitation de leur conservation (voir : <https://cnpd.public.lu/fr/professionnels/obligations/grands-principes.html>).

Par ailleurs, Solidaritéit mat den Heescherten met en question la pertinence de l'interprétation donnée par le Ministre de l'arrivée de nouveaux bénéficiaires: En effet, on ne saurait ignorer que le nombre de personnes qui se retrouvent dans une situation de forte précarité augmente de jour en jour et qu'un résident sur cinq est exposé au risque de pauvreté. L'association Solidaritéit mat den Heescherten souligne aussi que de nombreuses personnes viennent au Luxembourg dans l'espoir d'y trouver un travail et certainement pas de dormir dans la rue. Dans ce contexte, elle rappelle que les personnes sans adresse au Luxembourg peuvent espérer au mieux un lit dans un centre d'hébergement d'urgence comme la WAK, mais rien de plus !

L'association Solidaritéit mat den Heescherten condamne fortement les tendances actuelles de nos gouvernants, visant à distinguer entre différentes catégories de pauvres, dont seule une petite partie mériterait notre soutien et notre complaisance. Au lieu de vanter son « triple A », notre gouvernement devrait faire de sérieux efforts pour garantir la cohésion sociale et lutter contre les exclusions, tout en se montrant généreux envers ceux qui dans leur pays ne trouvent plus les moyens pour garantir leur survie. Ainsi le Luxembourg pourrait montrer l'exemple au niveau de l'UE, qui s'est engagée dans la Déclaration de Lisbonne à lutter contre le sans-abrisme afin de l'éradiquer jusqu'en 2030.

La WAK devrait continuer à garantir un accueil inconditionnel à toutes les personnes dans le besoin et étendre son activité à l'année entière. A terme, des conditions de vie dignes devraient être assurées pour tout le monde. Le combat contre la pauvreté et contre la pénurie de logements sociaux est indispensable pour soulager les résidents en situation précaire tout en offrant sans distinction un toit aux SDF.